

RÉVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

Bimestriel n° 441 • juillet-août 2013 • www.internationalism.org • france@internationalism.org • 1,30 Euro – 2,50 FS – 2 \$ can.

MOUVEMENTS SOCIAUX, GUERRES IMPÉRIALISTES...

Une seule alternative : socialisme ou barbarie

D'un côté, la montée des tensions impérialistes et guerrières qui s'expriment en Syrie et dans une moindre mesure au Sahel. De l'autre, une montée de la colère sociale qui a éclaté quasi-simultanément en Turquie et au Brésil, deux pays pourtant sous des régimes prétendument si différents. L'alternative posée par le capitalisme ne pourrait s'exprimer plus clairement : guerre impérialiste ou lutte de classe, désolation ou solidarité..., barbarie ou socialisme !

En Syrie, par exemple, la guerre et les massacres auxquels sont exposées les populations (plus de cent mille morts en quinze mois) illustrent toute l'horreur et la barbarie d'un système agonisant. Ils traduisent la situation dramatique où sont plongés des millions de prolétaires, englués dans le déchaînement des affrontements entre cliques bourgeoises entretenus par toutes les grandes puissances. Pris en otage, ils ne peuvent constituer une force suffisante pour pouvoir jouer le moindre rôle particulier et à plus forte raison dégager leur propre perspective. Malheureusement, le corollaire de cette situation est que, se retrouvant massivement enrôlée dans l'un ou l'autre des camps opposés comme dans une partie croissante du Moyen-Orient ou d'Afrique, la jeunesse exploitée y est réduite à de la chair à canon.

A l'inverse, en Turquie comme au Brésil, des centaines de milliers de prolétaires, qui souffrent aussi fortement, tentent cette fois de s'organiser et de lutter. Ils sont capables de susciter un immense élan de solidarité et de protestation. En première ligne de ce combat, les jeunes générations se réclament et s'inspirent fortement de l'exemple des mouvements des Indignés en Espagne, tout en faisant face à une même répression féroce qu'elle vienne d'un gouvernement islamiste rétrograde ou d'un pouvoir déteu par la gauche. Une gauche soi-disant la plus "radicale" et "progressiste", variante du fameux "socialisme du XXI^e siècle" en vogue en Amérique latine et qui prétendait faire du Brésil un modèle de pays émergent tirant la majorité de la population de son immense pauvreté. Même si, au Brésil, le refus de la hausse des prix des transports publics a servi de détonateur et d'unificateur au mouvement, celui-ci ne se réduit pas à des revendications strictement économiques. Malgré le recul spectaculaire du gouvernement contraint sous la pression de renoncer à cette attaque, comme avait déjà dû faire machine arrière le gouvernement français qui cherchait à imposer le CPE (Contrat première embauche) devant la mobilisation des jeunes prolétaires en 2006, la reculade n'a pas

suffi à endiguer la mobilisation car elle est l'expression d'un ras-le-bol beaucoup plus profond.

L'exemple de la Turquie est encore plus édifiant. On y trouve, outre une continuité avec la lutte des ouvriers de Tekel en 2008 qui avait déjà démontré, de manière encore embryonnaire, tout un potentiel de combativité et de solidarité au-delà même des divisions inter-ethniques alimentées par la bourgeoisie, le rejet d'un carcan et d'une oppression culturelle et idéologique insupportables, notamment parmi les nouvelles générations de prolétaires à l'avant-garde du mouvement. Les valeurs morales obscurantistes et autoritaires incarnées par le gouvernement pro-islamique d'Erdogan, ses attitudes provocatrices entraînant radicalisation et extension du mouvement face à la répression, renforcent la puissante aspiration à la dignité. En dépit du poids de la violence et de la décomposition sociale, plus que vers le Printemps arabe facilement récupéré par les religieux, la protestation des jeunes prolétaires en Turquie, imprégnée ces derniers mois par un contexte de luttes ouvrières importantes dans les grands centres industriels du pays et influencée par son expérience laïc depuis Mustapha Kemal Atatürk, s'inscrit, malgré toutes les faiblesses qu'elle exprime, dans une dynamique

profonde et dans la lignée du mouvement des Indignés, des *Occupy* et de Mai 1968. Elle y puise ses ressources les plus vives, face à un monde de misère, d'oppression idéologique et d'exploitation, tout comme d'ailleurs le mouvement social au Brésil qui s'est également nettement démarquée de la religion d'État et d'union sacrée nationale autour du "Dieu football" (prenant ainsi pour cible les dépenses exorbitantes de l'État pour les préparatifs de la Coupe du Monde). Cette agitation intense, ce grondement frémissant venu des entrailles de la société pourrissante traduit une même aspiration, un même espoir. Il est porté par des jeunes générations combattives, les enfants de prolétaires moins marqués que leurs aînés par le poids des défaites, du stalinisme et de la contre-révolution en général. Ils réagissent et appellent ainsi à des rassemblements massifs ou à des mobilisations à partir de portables et des réseaux sociaux, comme Twitter. Depuis les tréfonds des *favelas* au nord de Rio aux gigantesques manifestations dans toutes les grandes villes brésiliennes, jusqu'à la place Taksim et aux assemblées ouvertes au débat public dans les parcs d'Istanbul ou chez les étudiants chiliens, ils aspirent à un autre type de rapports sociaux, où ils ne seraient

plus méprisés ni traités comme des bêtes de somme.

Ces mouvements expriment l'annonce d'une nouvelle période pour le futur, celle d'un ébranlement en profondeur, qui résonne comme un moyen et une promesse d'échapper à la résignation et à la logique de concurrence propre au capitalisme. Exactement sur le même terrain que dans les pays du cœur historique du capitalisme où, si la même dégradation des conditions d'existence est présente aussi, la classe ouvrière ne parvient pas encore à prendre le chemin de luttes massives, en grande partie parce qu'elle trouve face à elle une bourgeoisie très expérimentée et organisée. Mais c'est d'ores et déjà vers cette classe ouvrière des pays centraux, en particulier d'Europe, que se portent les regards des mobilisations actuelles, car elle est la partie du prolétariat mondial la plus concentrée, la plus expérimentée et la plus rompue aux pièges et mystifications les plus sophistiqués tendus en permanence par l'ennemi, tels que la démocratie ou la liberté syndicale. Les méthodes de lutte qu'elle est donc potentiellement capable d'établir, comme les assemblées générales massives et autonomes, sont de véritables armes pour l'ensemble du prolétariat international. De sa mise en mouvement dépendra ainsi l'avenir de l'humanité entière.

Wim, 26 juin

MANIFESTATIONS AU BRÉSIL

La répression policière provoque la colère de la jeunesse

Nous publions ci-dessous la traduction d'un article de *Revolução Internacional*, organe de presse du CCI au Brésil.

Une vague de protestations contre l'augmentation du prix des transports collectifs se déroule actuellement dans les grandes villes du Brésil, particulièrement dans la ville de São Paulo mais aussi à Rio de Janeiro, Porto Alegre, Goiânia, Aracaju et Natal. Cette mobilisation rassemble des jeunes, étudiants et lycéens et dans une moindre mesure, cependant non négligeable, des travailleurs salariés et autonomes (prestataires de services individuels).

La bourgeoisie brésilienne, avec à sa tête le PT (Parti du travail) et ses al-

liés, a insisté pour réaffirmer que tout allait bien. Et cela alors que la réalité perceptible montre qu'il existe de grosses difficultés pour contenir l'inflation au moment où sont adoptées des mesures de soutien à la consommation des ménages afin d'éviter que l'économie n'entre en récession. Sans aucune marge de manœuvre, la seule alternative sur laquelle elle peut s'appuyer pour contenir l'inflation consiste d'une part à augmenter les taux d'intérêt et de l'autre à réduire les dépenses des services publics (éducation, santé et aide sociale).

Ces dernières années, beaucoup de grèves ont éclaté contre la baisse des salaires et la précarisation des conditions de travail, de l'éducation et du

système de soins. Cependant, dans la majorité des cas, les grèves ont été isolées par le cordon sanitaire des syndicats liés au gouvernement "pétiste" (dominé par le PT) et le mécontentement a été contenu afin qu'il ne remette pas en question la "paix sociale" au bénéfice de l'économie nationale. C'est dans ce contexte qu'intervient l'augmentation du prix des transports à São Paulo et dans le reste du Brésil : toujours plus de sacrifices pour les travailleurs afin de soutenir l'économie nationale, c'est-à-dire le capital national.

Sans aucun doute, les exemples de mouvements qui ont explosé de par le monde ces dernières années, avec la participation de la jeunesse, mettent en évidence que le capitalisme n'a pas d'autre alternative à offrir pour le futur de l'humanité que l'inhumanité. C'est pour cela que la récente mobilisation en Turquie a eu un écho

aussi fort dans les protestations contre le coût des transports au Brésil. La jeunesse brésilienne a montré qu'elle ne veut pas accepter la logique des sacrifices imposée par la bourgeoisie et s'inscrit dans les luttes qui ont secoué le monde ces dernières années comme la lutte des enfants de la classe ouvrière en France (lutte contre le CPE en 2006), de la jeunesse et des travailleurs en Grèce, Egypte et Afrique du Nord, des Indignés en Espagne, des "Occupy" aux États-Unis et en Grande-Bretagne.

Une semaine de protestations et la réaction brutale de la bourgeoisie

Encouragées par le succès des manifestations dans les villes de Porto Alegre et de Goiânia, qui ont dû faire face à une forte répression et qui, malgré celle-ci, ont réussi à obtenir

(suite page 2)

Dans ce numéro

Mouvement social en Turquie

Le remède contre la terreur d'Etat n'est pas la démocratie 3

Armes chimiques en Syrie

L'hypocrisie sans borne des grandes démocraties 4

La gauche au pouvoir

Un ami qui vous veut du bien 4

Conflits au Sahel

L'impérialisme français enlisé dans le bourbier africain 5

Effondrement d'un atelier au Bangladesh

L'industrie du meurtre 5

La montée du populisme

Un produit de la décomposition du système capitaliste 6

A propos du film Hannah Arendt, de Margarete Von Trotta

Un éloge de la pensée 8

M 02485 - 441 - F: 1,30 € - RD



Brésil : la répression policière provoque la colère de la jeunesse

la suspension de l'augmentation du prix des transports, les manifestations à São Paulo ont commencé le 6 juin. Elles furent appelées par le Mouvement pour le libre accès aux transports (MPL, Movimento Passe Livre), groupe constitué majoritairement par des jeunes étudiants influencés par les positions de gauche, et aussi anarchistes, qui a vu une augmentation surprenante de ses adhérents pour atteindre entre 2000 à 5000 personnes. D'autres mobilisations intervinrent ensuite les 7, 11 et 13 juin. Dès le début, la répression fut brutale et s'est soldée par de nombreuses arrestations et de nombreux jeunes blessés. Il faut ici souligner le courage et la combativité des manifestants et la sympathie qu'ils ont suscitée rapidement dans la population, dès le début, à un point tel que cela a surpris les organisateurs.

Face aux manifestations, la bourgeoisie a déchaîné un niveau de violence peu commun dans l'histoire de mouvements de ce type, parfaitement pris en charge par les médias qui se sont empressés de qualifier les manifestants de vandales et d'irresponsables. Une personne haut placée dans la hiérarchie étatique, le procureur de justice Rogério Zagallo, s'est illustré publiquement en conseillant à la police de bastonner et tuer : *"Cela fait deux heures que j'essaie de regagner mon domicile mais il y a une bande de singes révoltés qui bloquent les stations Faria Lima et Marginal Pinheiros. Quelqu'un pourrait-il informer la Troupe de choc ⁽¹⁾ que cette zone fait partie de ma juridiction et que s'ils tuent, ces fils de putes, c'est moi qui instruirai l'enquête policière (...). Comment ne pas avoir la nostalgie de l'époque où ce genre de choses se résolvait avec une balle en caoutchouc dans le dos de ces merdes ?"*

En plus de cela, on a vu une succession de discours d'hommes politiques appartenant à des partis adversaires entre eux, comme le gouverneur d'État Geraldo Alckmin, du PSDB (parti de la social-démocratie brésilienne) et le maire de São Paulo, du PT, tous deux vociférant en défense de la répression policière et condamnant le mouvement. Une telle syntonie n'est pas commune, vu que le jeu politique de la bourgeoisie consiste typiquement à attribuer la responsabilité des problèmes qui se posent à la fraction de la bourgeoisie qui se trouve momentanément au pouvoir.

En réponse à la répression croissante et au rideau de fumée des principaux journaux, chaînes de télévision et radio, davantage de participants se sont réunis à chaque mobilisation, jusqu'à 20000 personnes jeudi dernier, le 13 juin. La répression fut encore plus féroce et cela se traduisit par 232 arrestations et de nombreux blessés.

Il vaut la peine de souligner l'apparition d'une nouvelle génération de journalistes. Quoiqu'encore minoritaires, à travers une claire manifestation de solidarité, ils ont rendu compte des violences policières et, en même temps, en ont été les victimes. Conscients des manipulations toujours présentes dans les éditoriaux des grands médias, ces journalistes sont parvenus, d'une certaine manière, à faire percevoir que les actes de violence des jeunes sont une réaction d'autodéfense et que, certaines fois, les déprédations effectuées essentiellement contre des cabinets gouvernementaux et de la justice sont des manifestations non contenues d'indignation contre l'État. En plus de cela, des actes émanant de provocateurs, ceux que la police utilise habituellement dans les manifestations, ont également été rapportés.

La mise en évidence d'une série de

manipulations qui constituait un démenti aux versions de source étatique officielle, des médias et de la police tentant de falsifier les faits, de démolir et criminaliser un mouvement légitime, eut pour effet de multiplier la participation des manifestants et d'augmenter le soutien de la population. En ce sens, il est important de souligner la grande contribution qu'a eue l'action sur les réseaux sociaux d'éléments actifs dans le mouvement ou sympathisant avec lui. Par peur que la situation devienne incontrôlable, certains secteurs de la bourgeoisie commencent à changer de discours. Les grandes entreprises de communication, dans leurs journaux et télévisions, après une semaine de silence sur la répression policière ont finalement fait état des "excès" de l'action policière. Certains hommes politiques, de la même manière, ont critiqué les "excès" sur lesquels ils promettent d'enquêter.

La violence de la bourgeoisie à travers son État, quel que soit son visage, démocratique ou "radical", a comme fondement la terreur totalitaire contre les classes qu'elle exploite ou opprime. Si avec l'État démocratique, cette violence n'est pas aussi ouverte que dans les dictatures et est plus cachée, de manière à ce que les exploités acceptent leurs conditions d'exploités et s'identifient à elles, cela ne signifie pas que l'État renonce aux méthodes de répression physique les plus variées et modernes lorsque la situation l'exige. Ce n'est donc pas une surprise si la police déchaîne une telle violence contre le mouvement. Cependant, comme dans l'histoire de l'arroseur arrosé, on a vu que l'accroissement de la répression n'a fait que provoquer une solidarité croissante au Brésil et même dans le monde, encore que de façon très minoritaire. Des mobilisations en solidarité sont déjà prévues en dehors du Brésil, principalement à l'initia-

tive de Brésiliens vivant à l'étranger. Il faut dire clairement que la violence policière est dans la propre nature de l'État et que ce n'est pas un cas isolé ou un "excès" de démonstration de force par la police comme voudraient le faire croire les médias bourgeois et les autorités liées au système. En ce sens, il ne s'agit pas d'un échec des "dirigeants" et cela n'avance à rien de "demander justice" ou encore demander un comportement plus courtois de la police car, pour faire face à la répression et imposer un rapport de force, il n'existe pas d'autre moyen que l'extension du mouvement vers de larges couches de travailleurs. Pour cela, nous ne pouvons pas nous adresser à l'État et lui demander l'aumône. La dénonciation de la répression et de l'augmentation du prix des transports doit être prise en charge par l'ensemble de la classe ouvrière, en l'appelant à venir grossir les actions de protestation dans une lutte commune contre la précarisation et la répression.

Les manifestations, qui sont loin d'être terminées, se sont étendues à tout le Brésil et les protestations ont été présentes au début de la Coupe des Confédérations de football de 2013 qui fut marquée par les huées adressées à la présidente Dilma Rousseff, ainsi qu'au président de la FIFA, Joseph Blatter, avant le match d'ouverture du tournoi entre le Brésil et le Japon ⁽²⁾. Tous deux n'ont pu dissimuler à quel point ils furent incommodés par ces marques d'hostilité et ont abrégé leur discours afin de limiter la confusion. Autour du stade s'est aussi déroulée une grande manifestation à laquelle participèrent environ 1200 personnes en solidarité avec le mouvement contre

2) Les dépenses somptuaires de l'État et du gouvernement entreprises pour la préparation de la Coupe du Monde de football en 2014 et les JO de 2016 prévus au Brésil alimentent aussi la colère d'une grande partie de la population ainsi davantage pressurée (NdT).

l'augmentation du coût des transports. Elles aussi furent fortement réprimées par la police qui blessa 27 personnes et en mit 16 en détention. Afin de renforcer encore la répression, l'État déclara que toute manifestation à proximité des stades durant la coupe des Confédérations serait interdite, sous le prétexte de ne pas porter préjudice à cet événement, à la circulation des personnes et véhicules, ainsi qu'au fonctionnement des services publics.

Les limites du mouvement pour la gratuité des transports et quelques propositions

Comme on le sait, ce mouvement s'est développé à l'échelle nationale grâce à sa propre dynamique et à la capacité de mobilisation des jeunes étudiants et lycéens contre l'augmentation des prix des transports. Cependant, il est important de prendre en compte qu'il a comme objectif, à moyen et long terme, de négocier l'existence d'un transport public gratuit pour toute la population et mis à disposition par l'État.

Et c'est exactement là que se situe la limite de sa principale revendication, vu qu'un transport universel et gratuit, cela ne peut exister dans la société capitaliste. Pour arriver à cela, la bourgeoisie et son État devraient accentuer plus encore le degré d'exploitation de la classe ouvrière et autres travailleurs, à travers une augmentation des impôts sur les salaires. Ainsi, il faut prendre en compte que la lutte ne doit pas être placée dans la perspective d'une réforme impossible, mais toujours dans celle de faire que l'État révoque ses décrets.

Actuellement, les perspectives du mouvement semblent dépasser les simples revendications contre l'augmentation des tarifs des transports. Déjà des manifestations sont prévues la semaine prochaine dans des dizaines de villes grandes et moyennes.

Le mouvement doit être vigilant vis-à-vis de la gauche du capital, spécialisée dans la récupération des manifestations pour les diriger vers des impasses, comme par exemple demander que les tribunaux de justice résolvent les problèmes et que les manifestants rentrent à la maison.

Pour que ce mouvement se développe, il est nécessaire de créer des lieux pour écouter et discuter collectivement les différents points de vue à propos de la lutte. Et cela n'est possible qu'au moyen d'assemblées générales avec la participation de tous, où est garanti indistinctement le droit de parole à tout manifestant. En plus de cela, il faut appeler les travailleurs salariés, les convier à des assemblées et à des actions de protestation car eux et leurs familles sont concernés par l'augmentation du prix des transports.

Le mouvement de protestation qui s'est développé au Brésil constitue un démenti cinglant à la campagne de la bourgeoisie brésilienne, soutenue en cela par la bourgeoisie mondiale, selon laquelle le Brésil est un "pays émergent" en voie de dépasser la pauvreté et de mettre en route son propre développement. Une telle campagne a été particulièrement promue par Lula qui est mondialement connu pour avoir prétendument tiré de la misère des millions de Brésiliens alors qu'en réalité sa grande réalisation pour le capital est d'avoir réparti des miettes parmi les masses les plus pauvres afin de les maintenir dans l'illusion et accentuer la précarité du prolétariat brésilien en général.

Face à l'aggravation de la crise mondiale et de ses attaques contre les conditions de vie du prolétariat, il n'y a pas d'autre issue que la lutte contre le capitalisme.

Revolução Internacional, 16 juin

suite de la page 8

Müller, non seulement les SS ou le Parti mais aussi l'élite de la bonne vieille fonction publique se disputent les honneurs de la direction de ces questions "sanglantes". À ce moment, j'ai senti une émotion à la Ponce Pilate, je me suis senti lavé de toute culpabilité" (p. 112).

Arendt récuse explicitement l'idée que "tous sont potentiellement coupables", ou "coupables par association" : Eichmann méritait la mort pour ce qu'il avait fait lui-même (comme si son exécution pouvait redonner vie aux monceaux de cadavres !). Cela dit, son analyse est une gifle courageuse infligée à l'antifascisme devenu idéologie officielle de tous les États, et notamment de l'État sioniste. De notre point de vue, la "banalité" dont parle Arendt est celle d'un monde – le monde capitaliste –, où l'être humain, aliéné et réifié, est réduit à l'état d'une chose, d'une marchandise, un rouage dans la machine du capital. Cette machine n'est pas le seul apanage de l'État nazi. Arendt nous rappelle que la politique de "judenrein" (se débarrasser des Juifs) avait déjà été explorée par l'État polonais avant la guerre, en 1937, et que le très démocratique gouvernement français en la personne de son ministre des Affaires étrangères, Georges Bonnet, avait envisagé l'expulsion des 200 000 Juifs "non-Français" vers Madagascar (Bonnet avait même demandé des conseils en la matière à son homologue allemand Von Ribbentrop). Arendt épingle également le tribunal

de Nuremberg comme un "tribunal des vainqueurs" ou siégeaient des juges dont les pays étaient aussi responsables de crime de guerre : les Russes coupables des goulags et les Américains coupables du bombardement atomique de Nagasaki et Hiroshima.

Arendt n'est pas tendre non plus avec l'État d'Israël. Contrairement aux autres reporters, elle souligne dans son livre l'ironie amère de la mise en accusation d'Eichmann pour des crimes à base raciale, alors que lui-même incorpore des distinctions raciales dans ses propres lois : *"la loi rabbinique dicte le statut personnel des citoyens juifs, avec comme résultat qu'aucun Juif ne peut épouser un non-Juif, les mariages à l'étranger sont reconnus mais les enfants des mariages mixtes sont illégitimes (...) et si on est né de mère non-Juive on ne peut être ni marié ni enterré"*. Quelle ironie amère, que les rescapés de la politique de "pureté raciale" nazie cherchent à créer leur propre "pureté raciale" en Terre promise ! Arendt détestait le nationalisme en général et le nationalisme israélien en particulier. Déjà, dans les années 1930, elle s'était opposée à la politique sioniste et au refus de celle-ci de chercher un mode de vie en commun avec les Palestiniens. Et elle n'hésite pas à démasquer l'hypocrisie du gouvernement Ben Gourion, qui braque les projecteurs sur les liens de certains États arabes avec le régime nazi mais reste silencieux sur le fait que l'Allemagne de l'Ouest continuait d'abriter

un nombre impressionnant de nazis haut placés dans des postes à responsabilité.

Un autre motif de scandale était la question des "Judenrat" – les conseils juifs créés par les nazis précisément dans le but de faciliter la "solution finale". C'est une partie très courte du livre, mais qui a coupé au vif. Voici ce qu'en dit Arendt : *"Partout où habitaient les Juifs, il y avait des dirigeants juifs reconnus, et cette direction, presque sans exception, a coopéré d'une façon ou d'une autre, pour une raison ou une autre, avec les nazis. La vérité, c'est que si les Juifs avaient été inorganisés et sans direction, il y aurait eu du chaos et de la misère en abondance mais le nombre total des victimes ne se serait pas élevé à 4-6 millions de gens (...) J'ai traité cet aspect de l'histoire, que le procès de Jérusalem a manqué de poser devant le monde entier dans sa vraie dimension, parce qu'il nous offre l'aperçu le plus frappant de l'effondrement moral total que les nazis ont infligé à la société européenne respectable"* (p. 123). Elle révèle même un élément de distinction de classe entre les dirigeants juifs et la masse anonyme : dans la catastrophe générale, ceux qui en échappaient étaient soit suffisamment riches pour acheter leur fuite, soit suffisamment "en vue" dans la "communauté internationale" pour être gardés en vie dans l'espèce de ghetto privilégié de Theresienstadt. Les relations entre la

population juive et le régime nazi, et aussi les autres populations européennes, étaient beaucoup plus complexes que l'idéologie dominante manichéenne des vainqueurs de la guerre ne voulait le faire croire.

Le problème de la Shoah et du nazisme occupe une place centrale dans l'histoire récente de l'Europe, plus encore même aujourd'hui que dans les années 60. Malgré les efforts des auteurs, par exemple, du *Livre noir du communisme*, le nazisme reste en quelque sorte le "mal ultime". La Shoah est une partie importante du programme scolaire, avec la Résistance française, presque à l'exclusion de toute autre considération sur la guerre. Pourtant, sur le plan purement arithmétique, le stalinisme était bien pire avec 20 millions de morts dans les goulags de Staline et au moins 20 millions de morts au cours de la famine provoquée par le "Grand bond en avant" de Mao. Il y a évidemment une forte part d'opportunisme là-dedans : les descendants de Staline et de Mao sont toujours au pouvoir en Russie et en Chine, ce sont toujours des gens avec qui on peut et doit "faire des affaires".

Arendt ne traite pas cette question directement, mais dans une discussion sur le chef d'accusation retenu contre Eichmann, elle insiste sur le fait que le crime des nazis n'était pas un crime contre les Juifs, mais un crime contre toute l'humanité en la personne du peuple juif, précisément

1) Unité d'élite de la police militaire.

Un éloge de la pe

Le remède contre la terreur d'Etat n'est pas la démocratie

Nous publions ci-dessous des extraits de la traduction d'un article réalisé par notre section en Turquie – une jeune section, à la fois dans l'histoire du CCI et du fait de l'âge de ses membres. En tant que révolutionnaires et partie de la génération qui a conduit la révolte, ces camarades se sont activement impliqués dans le mouvement. Nous encourageons nos lecteurs à se rendre sur notre site pour une lecture complète de cet article qui est à la fois un premier rapport "sur le vif" fourmillant de détails concrets sur la vie de ce mouvement et une première tentative d'analyse de sa signification. C'est ici ce dernier aspect que nous avons choisi de mettre particulièrement en lumière à travers notre choix d'extraits. Quelle est la nature de ce mouvement ? A quelle dynamique internationale participe-t-il ? Quelles sont ses forces et ses faiblesses ? Quelles perspectives laisse-t-il entrevoir ?... Voici autant de questions qui sont en effet au coeur des enjeux de la période actuelle et à venir.

LE MOUVEMENT a commencé contre l'abattage des arbres effectué en vue de détruire le parc Gezi de la place Taksim à Istanbul, et il a pris une ampleur inconnue dans l'histoire de la Turquie jusqu'à ce jour.

(...) On ne peut comprendre le véritable caractère de ce mouvement qu'en le remplaçant dans son contexte international. Et vu sous cet angle, il devient clair que le mouvement en Turquie est en continuité directe non seulement avec les révoltes du Moyen-Orient de 2011 – les plus importants d'entre eux (Tunisie, Égypte, Israël) eurent une empreinte très forte de la classe ouvrière – mais en particulier du mouvement des Indignés en Espagne et *Occupy* aux États-Unis, là où la classe ouvrière représentait non seulement la majorité de la population dans son ensemble mais aussi des participants au mouvement. Il en est de même de la révolte actuelle au Brésil et également du mouvement en Turquie, dont l'immense majorité des composantes appartient à la classe ouvrière, et particulièrement la jeunesse prolétarienne.

(...) Le secteur qui a participé le

plus largement était celui nommé : "la génération des années 1990". L'apolitisme était l'étiquette apposée sur les manifestants de cette génération, dont beaucoup ne pouvaient se souvenir de l'époque précédent le gouvernement AKP ⁽¹⁾. Cette génération, dont on disait qu'elle n'était pas investie dans les événements et dont les membres ne cherchaient qu'à se sauver eux-mêmes, a compris qu'il n'y avait pas de salut en restant seul et en avait assez des discours du gouvernement lui disant ce qu'elle devait être et comment elle devait vivre. Les étudiants, et particulièrement les lycéens, ont participé aux manifestations de façon massive. Les jeunes ouvriers et les jeunes chômeurs étaient largement présents dans le mouvement. Les ouvriers et les chômeurs éduqués étaient également présents.

Dans certains secteurs de l'économie où travaillent principalement des jeunes dans des conditions précaires et où il est habituellement difficile de lutter – particulièrement dans le secteur

1) Le Parti pour la justice et le développement, islamiste "modéré", est au pouvoir depuis 2002 en Turquie. [NdT]

des services – les salariés se sont organisés sur la base des lieux de travail mais d'une façon qui transcendait chaque lieu de travail particulier et ils ont participé ensemble aux manifestations. On trouve des exemples d'une telle participation parmi les livreurs des boutiques de *kebab*, le personnel des bars, les travailleurs des centres d'appel et des bureaux. En même temps, le fait que ce genre de participation ne l'a pas emporté sur la tendance des ouvriers à aller aux manifestations individuellement a constitué une des faiblesses les plus significatives du mouvement. Mais cela a été typique aussi des mouvements dans d'autres pays, où la primauté de la révolte dans la rue a été une expression pratique du besoin de dépasser la dispersion sociale créée par les conditions existant dans la production et la crise capitaliste – en particulier, le poids du chômage et de l'emploi précaire.

Mais ces mêmes conditions, couplées aux immenses assauts idéologiques de la classe dominante, ont rendu difficile à la classe ouvrière de se voir en tant que classe et a contribué à renforcer l'idée chez les manifestants qu'ils étaient essentiellement une masse de citoyens individuels, des membres légitimes de la communauté "nationale". Tel est le chemin contradictoire vers la reconstitution du prolétariat en classe, mais il ne fait pas de doute que ces mouvements sont un pas dans cette voie.

Une des principales raisons pour laquelle une masse significative de prolétaires mécontents de leurs conditions de vie ont organisé des manifestations avec une telle détermination se trouve aussi dans l'indignation et le sentiment de solidarité contre la violence policière et la terreur de l'État. Malgré

cela, différentes tendances politiques bourgeoises ont été actives, essayant d'influencer le mouvement de l'intérieur pour le maintenir dans les frontières de l'ordre existant, pour éviter qu'il ne se radicalise et pour empêcher les masses prolétariennes qui avaient pris les rues contre la terreur étatique de développer des revendications de classe sur leurs propres conditions de vie. Ainsi, alors qu'on ne peut évoquer de revendication ayant emporté l'unanimité dans le mouvement, ce qui a généralement dominé celui-ci étaient les revendications démocratiques. La ligne appelant à "plus de démocratie" qui s'est formée autour d'une position anti-AKP et, en fait, anti-Erdogan n'exprimait par essence rien d'autre qu'une réorganisation de l'appareil d'Etat turc sur un mode plus démocratique. L'impact des revendications démocratiques sur le mouvement a constitué sa plus grande faiblesse idéologique. Car Erdogan lui-même a construit toutes ses attaques idéologiques contre le mouvement autour de cet axe de la démocratie et des élections ; les autorités gouvernementales bien qu'avec des monceaux de mensonges et de manipulations, ont répété à satiété l'argument selon lequel, même dans les pays considérés plus démocratiques, la police utilise la violence contre les manifestations illégales – ce en quoi elles n'avaient pas tort. De plus, la ligne visant à obtenir des droits démocratiques liait les mains des masses devant les attaques de la police et la terreur étatique, et pacifiait leur résistance.

(...) Cela dit, l'élément le plus actif dans cette tendance démocratique qui semble avoir pris le contrôle de la Plate-forme de Solidarité de Taksim se trouve dans les confédérations syndicales de gauche comme le KSEK et le DISK. (...) La Plate-forme de Solidarité de Taksim et donc la tendance démocratique, du fait qu'elle était constituée de représentants de toutes sortes d'associations et d'organisations, a tiré sa force non pas d'un lien organique avec les manifestants mais de la légitimité bourgeoise, des ressources mobilisées et du soutien de ses composantes. (...)

La gauche bourgeoise est une autre tendance qu'il faut mentionner. La base des partis de gauche, qu'on peut aussi définir comme la gauche légale bourgeoise, a été pour une large part coupée des masses. De façon générale, elle a été à la queue de la tendance démocratique. Les cercles stalinien et trotskiste, ou la gauche radicale bourgeoise, étaient aussi pour une grande part coupés des masses. Ils étaient influents dans les quartiers où ils ont traditionnellement une certaine force. Bien que s'opposant à la tendance démocratique au moment où cette dernière essayait de disperser le mouvement, ils l'ont généralement soutenue. Les analyses de la gauche bourgeoise étaient, pour la plus grande part, limitées à se réjouir du "soulèvement populaire" et à essayer de présenter ses porte-paroles comme les leaders du mouvement. Même les appels à une grève générale, une ligne traditionnellement mise en avant par la gauche, n'a pas vraiment eu d'écho au sein de celle-ci à cause de l'atmosphère de joie aveugle. Son slogan le plus largement accepté parmi les masses était "épaule contre épaule contre le fascisme".

(...) En plus des tendances mentionnées ci-dessus, on peut parler d'une tendance prolétarienne ou de plusieurs tendances prolétariennes au sein du mouvement. (...) De façon

générale, une partie significative des manifestants défendait l'idée que le mouvement devait créer une auto-organisation qui devait lui permettre de déterminer son propre futur.

La partie des manifestants qui voulait que le mouvement s'unisse avec la classe ouvrière était composée d'éléments qui étaient conscients de l'importance et de la force de la classe, qui étaient contre le nationalisme même s'il leur manquait une claire vision politique. (...)

[Cependant], la faiblesse commune des manifestations dans toute la Turquie est la difficulté à créer des discussions de masse et à gagner le contrôle du mouvement grâce à des formes d'auto-organisation sur la base de ces discussions. Les discussions de masse semblables à celles qui se sont développées dans les mouvements à travers le monde ont été notablement absentes dans les premiers jours. Une expérience limitée de la discussion de masse, des réunions, des assemblées générales, etc., et la faiblesse de la culture du débat en Turquie ont sans aucun doute joué sur cette faiblesse. En même temps, le mouvement a senti la nécessité de la discussion et les moyens pour l'organiser ont commencé à émerger.

La première expression de la conscience du besoin de discuter a été la formation d'une tribune ouverte dans le Parc Gezi. Celle-ci n'a pas attiré beaucoup l'attention ni duré bien longtemps, mais elle a eu néanmoins un certain impact. (...) Si on regarde ce mouvement à l'échelle du pays, l'expérience la plus cruciale est fournie par les manifestants d'Eskişehir. Dans une assemblée générale sur la place de la Résistance d'Eskişehir, des comités ont été créés afin d'organiser et de coordonner les manifestations. (...) Enfin, à partir du 17 juin, dans les parcs de différents quartiers d'Istanbul, des masses de gens inspirées par les forums du parc Gezi ont mis en place des assemblées de masse également intitulées : "forums". Parmi ces quartiers où se sont organisés des forums, il y a Beşiktaş, Elmadağ, Harbiye, Nişantaşı, Kadıköy, Çihangir, Ümraniye, Okmeydanı, Göztepe, Rumelihisarüstü, Etiler, Akatlar, Maslak, Bakırköy, Fatih, Bahçelievler, Sarıyer, Yeniköy, Sarıgazi, Ataköy et Alibeyköy. Les jours suivants, d'autres se sont tenus à Ankara et dans d'autres villes. Du coup, de peur de perdre le contrôle sur ces initiatives, la Plateforme de Solidarité de Taksim a commencé elle-même à faire des appels en faveur de ces forums. (...)

Bien que, par bien des aspects, la résistance du parc Gezi soit en continuité avec le mouvement des *Occupy* aux États-Unis, des Indignés en Espagne et des mouvements de protestation qui ont renversé Moubarak en Égypte et Ben Ali en Tunisie, elle a aussi ses particularités : comme dans tous ces mouvements, en Turquie, il y a un poids vital du jeune prolétariat. L'Égypte, la Tunisie et la résistance du parc Gezi ont en commun la volonté de se débarrasser d'un régime qui est perçu comme étant une "dictature". (...) Mais, contrairement au mouvement en Tunisie qui a organisé des comités locaux, et en Espagne ou aux États-Unis où les masses ont généralement assumé la responsabilité du mouvement à travers des assemblées générales, en Turquie cette dynamique est restée au début très limitée. (...) [De même] Les questions les plus débattues portaient sur les problèmes (suite page 6)

nsée

parce qu'il niait aux Juifs leur appartenance à l'espèce humaine, et faisait de ces êtres humains un mal inhérent à extirper. Ce caractère raciste, xénophobe, obscurantiste du régime nazi, était clairement affiché et c'est d'ailleurs pour cela qu'une partie de la classe dominante européenne, des classes paysannes et petite-bourgeoises ruinées par la crise économique, ont pu si bien s'en accommoder. Le stalinisme, par contre, s'affichait toujours comme progressiste : on chantait toujours que "l'Internationale sera le genre humain", et c'est pour cela que jusqu'à la chute du Mur de Berlin et même après, des gens ordinaires pouvaient continuer de défendre les régimes stalinien au nom de l'espoir dans un avenir meilleur ⁽⁵⁾.

Ce que met essentiellement en avant Arendt, c'est que la barbarie "impensable" de la Shoah, la banalité des fonctionnaires nazis, sont le produit de la destruction de la "capacité de penser". Eichmann "ne pense pas", il exécute les ordres de la machine et fait correctement son boulot, de façon très rigoureuse et disciplinée, sans aucun état d'âme, sans aucune capacité à se représenter l'horreur dans les camps d'extermination. En ce sens, le film de Von Trotta doit être vu comme un éloge de la pensée.

Hannah Arendt n'était pas marxis-

te ⁽⁶⁾. Elle n'avait pas une vision révolutionnaire et historique du monde, ne comprenant pas que, depuis la fin du communisme primitif, "l'histoire de l'humanité, c'est l'histoire de la lutte de classe" (Marx). Elle n'a pas compris la conception du travail chez Marx. Mais en posant des questions qui mettent à mal l'idéologie antifasciste officielle, elle est l'ennemi du conformisme, des lieux communs et de l'abandon de la pensée critique.

Le mérite de son analyse est aussi celui de permettre une réflexion sur la "conscience morale" de l'être humain (tout comme l'expérience du psychologue américain Stanley Milgram, relatée dans le film d'Henri Verneuil *I comme Icare*, mettant en évidence les mécanismes de "soumission à l'autorité" chez les tortionnaires).

La publicité faite aujourd'hui par toute la bourgeoisie démocratique à l'œuvre d'Hannah Arendt, dont on fait une icône dans les milieux de l'intelligentsia "démocratique", n'est pas anodine. Ce qui est visé dans cette récupération de son analyse du to-

talitarisme, c'est évidemment l'idée pernicieuse qu'il existe une continuité entre la machine totalitaire de l'État stalinien et le bolchevisme et la Révolution russe d'Octobre 1917 puisque "le vers était déjà dans le fruit" : Staline n'aurait été que l'exécuteur de la pensée de Lénine. "Moralité" : toute révolution prolétarienne ne peut mener qu'au totalitarisme et à de nouveaux crimes contre l'humanité ! C'est pour cela que certains idéologues patentés de la bourgeoisie, comme Raymond Aron, ne se sont pas privés d'exploiter l'analyse de Hannah Arendt du totalitarisme de l'État stalinien en saluant sa "philosophie politique" pour alimenter les campagnes de la guerre froide et celles sur la "faillite du communisme" déchaînées après l'effondrement de l'URSS.

Hannah Arendt était une philosophe. Et, comme le disait Marx, "les philosophes n'ont fait qu'interpréter le monde. Il s'agit maintenant de le transformer". Le marxisme n'est pas une doctrine "totalitaire". C'est l'arme théorique de la classe exploitée pour sa transformation révolutionnaire du monde. Et c'est pour cela que seul le marxisme a été capable d'intégrer les apports de l'art, de la science et des philosophes comme Épicure, Aristote, Spinoza, Hegel, etc., et qu'il est capable aujourd'hui d'intégrer les apports d'Hannah Arendt : un regard profond et critique sur l'époque contemporaine et son éloge de la pensée.

Jens-SL, 25 juin

5) Voir à ce propos cette fascinante série documentaire (en anglais et en allemand) à propos de la vie dans l'ex-RDA : <http://www.youtube.com/watch?v=7fwQv5h7Lq8>

6) Arendt a toutefois écrit une petite biographie très sommaire de Rosa Luxemburg à partir du livre de Nettl. Elle ne comprend pas que les deux corps-francs qui ont assassiné Rosa étaient aux ordres de Noske et Scheidemann, connus pour leur rôle de premier plan dans l'écrasement de la révolte spartakiste. Elle pense que le gouvernement Noske était seulement "complice" des corps-francs qui allaient servir le nazisme.

L'hypocrisie sans borne des grandes démocraties

Nous publions ci-dessous un texte qui s'appuie très largement sur l'article d'un sympathisant du CCI en Grande-Bretagne (1). Bien que les événements aient évolué depuis sa rédaction, nous pensons qu'il représente une contribution positive à la réflexion du prolétariat sur la nature de la guerre. En quelques lignes, est ici dénoncé à la fois la terreur semée par le régime au pouvoir en Syrie et la nature tout aussi meurtrière de la fraction bourgeoise ennemie nommée "camp de la rébellion" et l'hypocrisie sans borne des grandes puissances démocratiques qui exploitent cette nouvelle tragédie et les souffrances infligées à la population pour justifier leurs propres aventures impérialistes et ainsi défendre sur place leurs sordides intérêts.

LES PLATES discussions de la "communauté internationale" (c'est-à-dire du Royaume-Uni, des États-Unis et de la France, suivies de près par une partie des pays du Golfe, d'Israël et de l'opposition syrienne) à propos de l'utilisation hypothétique d'armes chimiques en Syrie par le régime d'Assad ont abouti à une conclusion unanime. La semaine dernière, le secrétaire américain à la Défense, Chuck Hagel, a ainsi déclaré que oui, le gaz sarin, un puissant neurotoxique, avait bien été utilisé par le régime syrien contre la rébellion.

Sans sous-estimer la brutalité de ce régime, on peut se demander pourquoi il utiliserait des armes chimiques, typiques de la stratégie de la terre brûlée d'une armée qui recule, alors qu'Assad consolide ses positions. L'offensive de l'armée loyaliste est peut-être la raison pour laquelle l'occident fait monter les enchères. Dans une interview à *The Independent* du 27 avril 2013, le professeur Sally Leivesley, analyste des produits chimiques et qui a travaillé pour les gouvernements occidentaux déclarait : "Certaines choses ne collent pas. L'utilisation du gaz sarin sur un champ de bataille causerait des décès de masse et laisserait très peu de gens en vie." Mais, bien que nos dirigeants insistent sur la nécessité d'être prudent quant aux accusations, des éléments d'agents chimiques et biologiques ont été découverts. Ainsi, le 25 avril dernier, dans la ville méridionale de Daraya, deux roquettes ont lâché un gaz qui a touché une centaine de personnes, selon l'opposition, et il a été signalé des attaques du même type dans d'autres zones. Alex Thomson, reporter sur Channel 4, a également signalé que 26 soldats de l'armée syrienne faisait partis des victimes d'une attaque chimique dans le quartier d'Al-Bab, près d'Alep, que le Front al-Nusra, groupe djihadiste de l'opposition, contrôle. Un certain nombre de services secrets et de forces spéciales agissent en Syrie avec leurs propres objectifs, notamment le Qatar qui a été particulièrement brutal en Libye. Il est donc tout à fait envisageable que certains éléments du régime, tout comme les rebelles, aient utilisé des armes chimiques.

La farce actuelle fait écho à la tragédie des fameuses armes de destruction massive de Saddam Hussein et aux mensonges éhontés du gouvernement britannique et du secrétaire d'Etat américain, Colin Powell, à l'ONU, il y a un peu plus de 10 ans sur les prétendus preuves de leur existence afin de justifier l'invasion de l'Irak. Une grande partie de la Syrie est désormais détruite par la guerre impérialiste. Les bombes tombent sur les usines, les tirs de roquettes sur les bâtiments et toutes sortes de combinaisons toxiques sont respirées par la population à cause des explosions. La poussière des matériaux de construction bas de gamme est souvent toxique

et il y en a beaucoup dans l'atmosphère. Et cela sans parler de la puissance destructrice des explosifs eux-mêmes : les retombées chimiques sont une sorte de bonus impérialiste !

Il ne fait aucun doute que le régime syrien possède l'un des plus grands, si ce n'est le plus grand arsenal d'armes chimiques du Moyen-Orient. La ville d'Al-Safira, près d'Alep, détient l'une des principales installations de production d'armes chimiques, dont celle de gaz sarin. Les médias des puissances démocratiques de l'Ouest disent craindre que ces armes tombent entre de mauvaises mains, mais elles sont bel et bien entre les mains des rebelles directement ou indirectement soutenus par ces mêmes puis-

sances Occidentales et les pays du Golfe. Le fait que ces armes tombent entre de "mauvaises mains" a été l'une des conséquences des actions de l'impérialisme occidental, notamment en Afghanistan dans les années 1980, ainsi que de la propagation de l'instabilité et de la décomposition au Mali cette année. Le Premier ministre britannique, David Cameron, en dépit de sa "prudence", a déjà décidé que Assad avait commis un "crime de guerre" (*Telegraph* du 26 avril 2013). L'administration Obama a été plus circonspecte, mais affirme qu'elle "conserve sa capacité d'agir unilatéralement" et évoque des "lignes rouges" à ne pas franchir. Le gouvernement israélien a déclaré, pour sa part, qu'Assad avait bien utilisé des armes chimiques et que la "ligne rouge" avait effectivement été franchie. Israël a tout intérêt à soutenir cette idée de l'impérialisme américain en adhérant à la notion de "lignes rouges" par rapport aux conditions de la guerre et en particulier face aux menaces de l'Iran. Les États-Unis et la Grande-Bretagne se montrent plus exigeants avec leurs porte-parole de l'ONU pour faire pression sur le ré-

gime d'Assad afin qu'il donne un "accès inconditionnel et sans entraves" aux autorités chargées d'évaluer la présence des armes de destruction massive en Syrie. Cette inspection ne serait rien moins qu'une mission d'espionnage américaine et britannique, exactement de même nature qu'en Irak avec tout son cortège de mensonges et de désinformation.

Tout ceci ne repose donc que sur une pure hypocrisie : l'Etat d'Israël utilise bien du phosphore contre des civils hermétiquement cloîtrés dans la bande de Gaza. On peut ajouter à ceci l'utilisation passée de ces mêmes armes chimiques par les États-Unis à Falloujah, en Irak, où les malformations des nouveaux nés sont en hausse aujourd'hui. Un autre exemple, celui de l'opération Tempête du désert en 1991, où du napalm, des explosifs à dépression (faisant éclater les poumons), des bombes à fragmentation et des obus à l'uranium appauvri ont été utilisés par les armées britanniques et américaines. Et avant cela, lorsque les bourgeoisies de Grande-Bretagne et des États-Unis soutenaient Saddam Hussein dans la guerre contre l'Iran dans les années 1980 (il était alors le

"bon ami" de la France), elle a fermé les yeux lorsque ce dernier a utilisé des armes chimiques (la plupart fournies par les occidentaux) contre les Kurdes, tuant au moins 5000 personnes rien qu'à Hallabjah. La classe dominante en Grande-Bretagne avait déjà constaté que le largage d'armes chimiques à partir des avions de guerre contre les Kurdes avait été très utile dans les années 1920 !

Les bourgeoisies occidentales battent les tambours de guerre en exploitant donc hypocritement la question des armes chimiques. Leurs réactions politiques et militaires peuvent conduire à diverses formes d'escalades et à des tensions supplémentaires en Syrie et dans la région. Nous pouvons être certains que les derniers événements ne feront qu'exacerber l'instabilité immédiate et les dangers potentiels, tout comme s'aggrave la misère imposée à la classe ouvrière. Les destructions en Syrie, comme expression du militarisme en décomposition, constituent une nouvelle attaque brutale contre toute la classe ouvrière.

D'après un article de *Baboon*, sympathisant du CCI, 29 avril

LA GAUCHE AU POUVOIR

Un ami qui vous veut du bien

Lors de sa campagne électorale, François Hollande nous avait promis un demi-mandat d'efforts pour un autre demi-mandat de répartition des richesses. Sachons reconnaître que, pour une fois, un candidat aux présidentielles n'aura qu'à moitié menti. Depuis un an, effectivement, les coups tombent sur un peu tout le monde. Les allocations familiales, la Sécurité sociale, les retraites... les attaques pudiquement baptisées réformes vont bon train. Comme à chaque fois, une réforme est présentée comme un correctif aux politiques passées, pas assez justes, pas assez égalitaires, pas assez protectrices et soucieuses des besoins des plus démunis, etc.

Le problème est qu'au lieu de corriger le tir, chaque réforme appuie un peu plus là où la précédente faisait déjà sacrément mal ! L'effort à consentir est justifié par le fait que nos valeurs de solidarité et nos "acquis" les plus précieux sont en danger : couverture maladie, retraite par répartition, assurance chômage, prestations familiales... tout peut disparaître si on ne se serre pas immédiatement – et encore un peu plus – la ceinture. Au moins les médecins qui, sous l'Antiquité ou au Moyen Âge, pratiquaient la saignée et précipitaient la mort du malade, croyaient sincèrement au bien fondé de leur remède. Aujourd'hui, ce gouvernement qui nous saigne aux quatre veines, le fait en toute connaissance de cause !

Au nom de l'égalité et même de l'équité, tous les ouvriers dégustent, sans distinction. Quand il s'agit de taper dessus, il n'y a plus de sexe, de couleur de peau ou de religion qui compte. Les jeunes, les vieux, les fonctionnaires, les employés du secteur privé, tout le monde a droit à son coup de massue ! Ceci n'est évidemment pas une spécificité française, ni même une spécificité actuelle : depuis

bien des années, les gouvernements successifs de droite comme de gauche dans tous les pays développés ont mené ces types de "réformes". La bourgeoisie elle-même n'hésite pas à y faire référence : regardez en Allemagne ou en Espagne, la retraite est à 67 ans ! Regardez en Italie, les efforts que le "peuple" fait ! Et la Grèce !

Effectivement, s'il faut s'aligner sur ce qui se fait de plus misérable en chaque domaine, il y a encore un peu de chemin, mais nous ne sommes plus très loin ! Cependant, on nous assure qu'on n'arrivera jamais à ce niveau car en France, on a des valeurs, on est attachés à la solidarité et à la justice... balivernes. Ça, c'est le discours de la gauche, son emballage hypocrite. Cette solidarité-là, cette justice là, c'est le chemin vers la culpabilisation de ceux qui n'ont pas encore tout perdu, c'est la comparaison entre les régimes ou les statuts différents, les secteurs variés, ou avec d'autres pays pour finir inexorablement par un alignement de tous vers le bas. On y arrivera bien sûr, les attaques ne cesseront pas au nom de quelconques "valeurs" auxquelles la bourgeoisie n'a cure de s'attacher. Bien au contraire, en pointant les parties de la classe les plus touchées, elle imprime son propre mode de pensée, ses propres références, ses propres valeurs, marquées par la compétitivité, la concurrence, le chacun pour soi, véritable loi de la jungle où la morale n'a plus droit de cité. Elle s'offre la possibilité de diviser les prolétaires en comparant les plus solidaires, ceux qui font des efforts à ceux qui pourraient en faire un peu plus. On nous rabâche que ce seront les plus riches qui paieront, que les plus pauvres seront épargnés, mais c'est faux ! La réforme des allocations familiales, pour ne parler que d'elle, touchera tous ceux qui gagnent 2500 euros et plus. Avec 2500 euros,



Pour une fois, un candidat aux présidentielles n'aura qu'à moitié menti...

on n'est pas riche, on peut même être en difficulté si nos charges sont importantes, et elles le sont pour de plus en plus d'ouvriers.

C'est là toute l'intelligence de la bourgeoisie : bien sûr que tout le monde est attaqué, aucun ouvrier n'est à l'abri quel que soit son statut, mais tous ne seront pas frappés simultanément. Ce n'est pas nouveau : en 1987, les cheminots avaient "leur" attaque, à part des autres secteurs ; en 2003, c'étaient les enseignants, etc. En cela, les syndicats jouent pleinement leur rôle en focalisant leurs revendications sur ce qu'il y a de plus catégoriel, sectoriel, voire spécifique à l'entreprise. C'est ainsi qu'on fait passer l'idée de plus en plus répandue, qu'on ne lutte pas de la même façon dans une PME que

dans une multinationale, dans le privé que dans le public...

La solidarité, ce n'est pas consentir aux mêmes sacrifices que ceux à qui l'Etat a infligé le plus. La solidarité, c'est refuser pour les autres comme pour soi de faire ces sacrifices qui ne mènent à rien d'autre qu'à préparer le constat que finalement, ce n'était pas assez, qu'il faut continuer à en faire davantage, qu'il faut une nouvelle fois rentrer le ventre et serrer la ceinture d'un cran. A quoi aboutissent aujourd'hui les efforts déjà faits par la classe ouvrière ? Par un chômage record, un déficit public qui n'arrête pas de se creuser, les systèmes de santé, d'éducation qui se dégradent. A quoi serviront ceux que l'on prévoit de nous imposer demain ? A la même chose ! Il est temps de voir que quelque chose cloche et de refuser de verser une goutte de sueur de plus pour ce système qui nous broie lentement mais sûrement.

GD, 25 juin

1) Le texte original est disponible sur notre site en anglais à l'adresse suivante : <http://en.internationalism.org/icconline/201305/7641/chemical-weapons-syria-winding-war-rhetoric>

L'impérialisme français enlisé dans le borbier africain

Pris à la gorge depuis son entrée dans le borbier malien, le Président français tente d'en sortir en imposant l'organisation d'élections (fin juillet) aux cliques maliennes qui se disputent le pouvoir de Bamako. Malgré le chaos sanglant qui y règne, François Hollande a déjà tout programmé dans son bureau et comme il l'a annoncé lui-même (à la télé) : "A la fin du mois d'avril, nous allons nous retirer. En juillet, il n'y aura plus que 2000 soldats au Mali. A la fin de l'année, un millier de soldats seront présents". Pur cynisme à la "hollandaise", "flagrant délire électoral français", comme l'a si bien dit le *Canard enchaîné*. En fait, le "Moi président" se mystifie en parlant de sa "victoire sur les groupes terroristes" alors qu'il sait très bien que ces derniers sont en train de harceler la France dans toute la zone du Sahel. Et en ce moment même, l'impérialisme français doit faire face à de redoutables concurrents, à commencer par l'impérialisme américain qui n'arrête pas de lui mettre des bâtons dans les roues.

"L'ONU s'apprête à déployer une opération de maintien de la paix dans un nouveau contexte géopolitique, avec des menaces jamais rencontrés jusqu'ici. (...) Plus grave, la menace terroriste s'exporte, preuve en est l'at-

tentat au Niger. (...) Enfin, la tenue de l'élection présidentielle le 28 juillet, comme souhaitée par Bamako, n'est pas le moindre défi pour l'ONU censée aider à son organisation. (...) Des élections dans ces circonstances seront inévitablement faussées" (le Monde du 12 juin 2013). Effectivement, depuis la déclaration tapageuse de François Hollande, la situation du Mali est marquée par la persistance des affrontements sanglants entre les deux camps criminels ("libérateurs" et "terroristes") sous forme d'embuscades meurtrières et d'attentats à la voiture piégée, sans parler de la confrontation sanglante entre les forces maliennes encadrées par l'armée française et celles du groupe touareg MNLA qui se disputent le contrôle de la ville de Kidal. En fait, Hollande tient un double discours car, derrière son opération de communication sur sa "victoire" contre les terroristes qu'il veut parachever par des élections "libres" au Mali, en coulisses il exprime son inquiétude et celle de son entourage : "Les plus hauts dirigeants du Quai d'Orsay le reconnaissent : pendant plusieurs mois, ils ont sous-estimé le "risque islamiste" au Mali et en Libye. Comme pour s'en excuser, certains diplomates affirment que leurs collègues militaires, eux

non plus, n'avaient pas bien mesuré le danger. Aujourd'hui, changement de ton : les nouvelles en provenance de Libye sont inquiétantes, les télégrammes diplomatiques alarmistes, et tous les dirigeants des pays du Sahel – Burkina, Mali, Tchad, Niger, Mauritanie – appellent les Occidentaux à l'aide. (...) Sans en oublier d'autres : Algérie, Tunisie ou Egypte. (...) Idriss Déby président du Tchad s'est voulu le porte-parole de ses collègues inquiets : "Il ne faut pas se leurrer, nous, les pays du Sahel, a-t-il déclaré au Figaro, le 8 juin, nous allons tous être touchés. Le Mali et le Niger hier, demain cela va être le Tchad. Et aucun pays ne peut s'en sortir seul, face à cette armada (sic). Tous les radicaux islamistes sont aujourd'hui en Libye, (un Etat) au bord de l'explosion" (le Canard enchaîné du 12 juin 2013). Donc, comme on le voit, Hollande qui prétend avoir libéré le Mali des groupes terroristes, pour justifier l'organisation d'un processus électoral, ne fait que mentir cyniquement : tout au plus il n'a fait que disperser ces groupes comme l'indique l'hebdomadaire *Jeune Afrique* daté du 3 mars 2013 commentant un dessin de Willem publié dans le quotidien français *Libération* : "(...) un point que l'on devine français, tape sur le Mali

et, au lieu de les écraser, projette les djihadistes qui s'y trouvent chez les voisins immédiats. En Mauritanie, au Burkina, au Niger, au Tchad...". Visiblement, les groupes djihadistes n'ont pas été "écrasés" mais projetés aux alentours du Mali et n'ont pas tardé à s'attaquer partout aux intérêts français comme ceux des pays considérés comme soutiens de la France.

Niger

Le jeudi 23 mai, un groupe armé islamiste a fait exploser deux véhicules piégés dans un camp militaire nigérien à Agadez et sur le site de l'entreprise française Areva, suivi d'un assaut des forces nigériennes et françaises. L'affrontement a fait plus de trente morts et des dizaines de blessés, y compris parmi le personnel d'Areva. Le président français a beau crier "victoire sur les terroristes", la réalité l'a très vite rattrapé...

Nigeria

Encore un pays entraîné dans la guerre du Sahel. Pour le Président nigérien, Goodluck Jonathan, les actions de Boko Haram sont une tentative délicate d'ébranler l'Etat nigérien, du coup : "L'armée nigérienne a lancé, jeudi 16 mai, une offensive dans le nord-est du pays contre les islamistes du groupe Boko Haram. Plusieurs milliers de soldats, selon un porte-parole des armées nigériennes ont été déployés ainsi que des avions et des hélicoptères de combat. Le président Goodluck Jonathan, qui a déclaré mardi 14 mai, l'état d'urgence dans les Etats de Borno, Yobe et Adamawa, a présenté comme "une déclaration de guerre" les dernières violences du groupe et il a pour la première fois reconnu que Boko Haram avait pris le contrôle de certaines parties de l'Etat de Borno. Boko Haram a revendiqué les attaques de Baga, le 16 avril, suivies d'une violente répression par l'armée ayant fait au total 187 morts, et celle de Bama, le 7 mai, qui s'était soldée par au moins 55 morts. L'insurrection et sa répression par les forces de sécurité ont fait quelque 3600 morts depuis 2009, selon l'organisation Human Rights Watch" (le Monde du 18 mai 2013). En effet, depuis le début de la guerre au Mali, il était de notoriété publique que Boko Haram avait des liens étroits avec le groupe terroriste Aqmi et tous deux s'entraînaient dans les mêmes camps dans le nord malien.

Tunisie

"Depuis le 29 avril, la traque du groupe djihadiste (salafiste tunisien) commencée il y a deux semaines a pris une autre tournure avec l'explosion de plusieurs mines qui ont fait vingt-sept victimes dans les rangs de l'armée et de la garde nationale. Parmi elles, trois militaires sont morts, cinq autres ont dû être amputés. (...) Les armes proviennent de Libye, et les enquêteurs ont acquis la certitude que le groupe entretient d'étroites relations avec les djihadistes installés dans le nord du Mali" (le Monde du 18 juin 2013)

Libye

Le 23 avril, un "attentat terroriste" a touché l'ambassade française en Libye causant des destructions importantes et blessant grièvement deux gendarmes français. Et là aussi, comme le reconnaît le Ministre français des affaires étrangères Laurent Fabius, derrière cette attaque contre l'ambassade il y a le groupe armé Aqmi qui a récemment appelé à frapper les intérêts français "à l'intérieur comme à l'extérieur du Mali". Justement, la Libye est devenue

le sanctuaire de la plupart des groupes sanguinaires en guerre contre les puissances criminelles étatiques qui les traquent. On se souvient qu'au lendemain de la liquidation physique de Kadhafi et son régime (fin octobre 2011) par les forces de l'OTAN, les dirigeants français et britanniques (Sarkozy et Cameron) avaient publié des communiqués triomphalistes en prétendant avoir réglé la crise et apporté la paix aux populations en organisant des élections "libres et transparentes" ! Mais en réalité, derrière l'image d'une Libye "libre" en route vers la "prospérité" brandie par les propagandistes des grandes puissances, se cache un pays miné par un sanglant chaos et en totale décomposition. En effet, la Libye est un pays dominé par des tribus ou entités féodales dotées de leurs propres seigneurs et de forces armées. Par exemple, à Misrata, la troisième ville du pays, on dénombre quelques 150 milices pour 450 000 habitants. Deux ans après la "libération" de la Libye de son dictateur Kadhafi, l'Etat libyen est aujourd'hui encore en lambeaux : "(...) les ex-thuwar (révolutionnaires) disposent d'un atout considérable : les armes, qu'ils refusent toujours de déposer, plus d'un an et demi après la capture et la mort du Guide libyen. Mardi 30 avril, pour la troisième journée consécutive, des dizaines de pick-up équipés de mitrailleuses lourdes barraient ainsi l'accès au ministère des Affaires étrangères, perçu par les jusqu'au-boutistes comme un bastion de l'ancien régime. En février et en mars, les mêmes avaient assiégé à plusieurs reprises le bureau du Premier ministre et le siège du parlement, allant jusqu'à ouvrir le feu sur le convoi de Mohamed Al-Magaryef, son président" (le Monde du 2 mai 2013).

L'impérialisme français se heurte aussi à ses concurrents, notamment américain

"Le plan de paix élaboré par Hollande avant même l'envoi de troupes au Mali est aujourd'hui rejeté par la Maison Blanche et le Pentagone. Un diplomate français, et il n'est le seul, n'apprécie guère cette rebuffade subie par l'Elysée. Et il résume ainsi la stratégie imposée par Washington : "les forces africaines qui, en principe, seront bientôt placées sous mandat de l'ONU ne doivent pas combattre les djihadistes, mais se limiter à un simple rôle d'interposition. La traque de ces groupes armés est réservée aux seuls Français". Et le secrétaire d'Etat adjoint aux Affaires africaines John Corson de préciser : "une opération contre-terroriste dans le Nord du Mali se révèle nécessaire, et il revient probablement (sic) aux Français de la mener, mais en aucun cas cette opération n'est à mettre dans les mains des Nations unies". (...) Selon plusieurs diplomates, les Américains ne veulent pas que la France soit 'en position de leader' dans cette zone sahélienne où uranium, pétrole et gaz peuvent être prospectés" (le Canard enchaîné du 20 février 2013). Derrière les bavardages sur les "négociations de paix" ou l'unité de façade contre les groupes terroristes pour la "sécurisation" du Mali, il y a cette autre guerre (non déclarée) qui oppose grands et petits brigands qui se disputent le contrôle de la région et de ses matières premières. Et c'est bien cela l'enjeu principal et la motivation de l'engagement des divers vautours impérialistes présents dans cette région, qui comme la France et les barbares djihadistes, n'ont que misère et massacre à offrir aux populations.

Amina, 20 juin

EFFONDREMENT D'UN ATELIER AU BANGLADESH

L'industrie du meurtre

Nous publions ci-dessous la traduction d'un article paru dans World Revolution, organe de presse du CCI en Grande-Bretagne.

Le 24 avril, plus de mille personnes, en grande partie des femmes, ont perdu la vie lors de l'effondrement de l'usine Place Rana à Dhaka, au Bangladesh. Huit autres personnes ont été tuées dans l'incendie du quartier Mirpur dans la même ville. Le nombre de morts aurait certainement été plus important si le feu s'était déclaré pendant la journée, comme cela s'est passé en novembre dernier à l'usine textile Tazreen où cent douze ouvriers sont morts.

Ces "accidents" sont l'expression du meurtre industriel. Il ne faut pas cacher le fait qu'il existe un terrible désintérêt pour la sécurité des ouvriers du textile au Bangladesh, qui triment dans des conditions épouvantables pour des salaires très bas. Mais il ne s'agit pas d'un excès regrettable que l'on pourrait imputer à quelques patrons sans scrupule. Cette situation est inscrite dans la structure profonde de l'économie mondiale. Diminuer les coûts de la force de travail profite non seulement aux gredins locaux à qui appartiennent les usines, mais aussi aux grandes entreprises internationales du vêtement : les belles marques de prestige comme Primark ont gonflé leurs profits grâce aux prix cassés du travail qu'on peut imposer dans le Tiers-Monde.

De plus, malgré les réformes effectuées et les progrès dans la production industrielle à l'Ouest, le capital fait partout le maximum de profit aux dépens de la vie humaine. Presque en même temps, avait lieu l'attaque terroriste contre la foule assistant au marathon de Boston et l'explosion d'une usine d'engrais à West, près de Wako au Texas, qui causa quatorze morts,

deux cents blessés et souffla deux pâtés de maisons. Sur le moment, cela passa pour un accident. Plus récemment, un auxiliaire médical présent sur la scène fut accusé d'avoir provoqué l'explosion. Mais quelle que soit la vérité, l'explosion de West révèle la profonde irresponsabilité de la production capitaliste, dans la mesure où l'usine contenant des matériaux hautement volatiles était située près d'un établissement de soins, une école et un certain nombre d'immeubles résidentiels. Cela fait penser à l'explosion de l'usine chimique d'engrais de Toulouse, en France, au début des années 2000, où vingt-huit ouvriers furent tués plus un enfant. Dix mille cinq cents personnes furent blessées, un quart d'entre elles gravement. Finalement, le directeur de l'usine a été exonéré de toute responsabilité lors du procès qui a suivi. Nous pourrions également parler de l'installation de la centrale nucléaire de Fukushima dans un lieu hautement vulnérable aux séismes et aux tsunamis, qui est également situé tout près d'une zone résidentielle.

Dégoûté par les dernières nouvelles du Bangladesh, un sympathisant de notre organisation a envoyé ces observations sur notre forum de discussion ⁽¹⁾. Nous pouvons seulement dire que cette colère est amplement justifiée : "La situation au Bangladesh est en train d'atteindre des proportions grotesques, avec des désastres horribles – le meurtre industriel – qui surviennent avec une régularité écœurante. Pourquoi chacun s'embête-t-il encore à aller au travail au Bangladesh, à la fin ? Dieu sait qu'ils sont à peine payés, de plus ! Alors, pourquoi

y aller ? La réponse, bien sûr, est que, sous le capitalisme, nous avons tous besoin même de la plus infime somme d'argent que la bourgeoisie peut nous donner – le salaire : "un salaire, juste pour un jour de travail" ou quelque ordure de ce genre – contente-toi de survivre au jour le jour. Nous subsistons avec des salaires de misère pris aux capitalistes dans des circonstances qui mettent souvent nos vies en péril. Et les risques ne sont pas seulement physiques (incendies et effondrement d'immeubles ou environnements pollués par du poison), ils peuvent aussi être psychologiques, générant des détresses consternantes et du chagrin. Oh ! Comme nous devrions être reconnaissants à la bourgeoisie ; sa générosité et son humanité ; son engagement infini pour la planète et le règne de la paix à travers le monde ! Où serions-nous sans elle ? Comment pourrions-nous nous débrouiller sans elle, valorisant son mode de vie rapide sur notre existence, afin de lui permettre de réaliser son profit ? Et combattre dans ses guerres violentes ! Si l'on ne se fait pas écraser dans l'effondrement d'une usine, ou carboniser à l'intérieur d'une usine fermée à clé, on a toujours la possibilité d'une mort lente dans un tsunami radioactif, un anéantissement soudain par des bombardements venus de loin de missiles ou de drones, ou une élimination pénible et angoissante par les armes chimiques, ou une disparition instantanée à cause d'un tireur d'élite d'un camp ou d'un autre des groupes perpétuellement en conflit : officiel ou autre. La bourgeoisie n'a pas seulement inventé le 'monstre industriel', elle a également transformé le meurtre de masse en industrie. C'est la seule chose qu'elle sache faire bien maintenant."

Amos, 11 mai

1) Nous profitons de cette occasion pour encourager tous nos lecteurs à venir débattre sur nos forums en français, anglais et espagnol.

Un produit de la décomposition du système capitaliste

Les récentes manifestations en France contre le mariage homosexuel ⁽¹⁾ ont permis aux innombrables chapelles de l'extrême-droite d'exhiber combien elles expriment caricaturalement les tendances portées par le capitalisme décadent à la haine, à la déshumanisation et à l'irrationalité.

Aux côtés des quelques adorateurs des saintes écritures, les agissements des groupuscules d'extrême-droite et autres *skinheads* ont pu choquer par leur violence très médiatisée : inondation du web par des propos infâmes, passage à tabac des militantes du groupe Femen et de plusieurs journalistes, agressions contre des homosexuels, etc. Le 5 juin ponctuait cette multiplication d'actes plus ou moins barbares par l'assassinat d'un jeune militant antifasciste, Clément Méric.

Ces expressions de violence aveugle s'inscrivent dans une dynamique d'affirmation des fractions les moins lucides, voire irrationnelles de la bourgeoisie dans le monde entier. Que ce soit par la présence dans plusieurs gouvernements européens de personnalités populistes, par le développement des mouvements religieux intégristes tant islamistes, chrétiens que judaïques, ou le renforcement du Tea Party sur la scène politique américaine, les exemples sont innombrables à l'échelle internationale.

Avec l'approfondissement des contradictions du système capitaliste, les structures économiques, mais aussi sociales, politiques et idéologiques se décomposent à un rythme sans cesse croissant. Or, le développement des courants d'extrême-droite est une manifestation directe de l'absence de perspectives que le capitalisme est en mesure de proposer, tout comme la violence des groupes les plus radicaux ⁽²⁾.

L'émergence des partis d'extrême-droite dans les années 1980

Cette dynamique de surenchère idéologique et de violence correspond, en effet, à un enfoncement dans la phase de décomposition sociale du capitalisme dans les années 1980. Au début de cette décennie, la référence européenne des mouvements d'extrême-droite était le Front national (FN) en France. Si le FN laissait quelques mouvements insoumis et plusieurs groupes *skinheads* issus des années 1970 végéter à sa marge (Œuvre française, Troisième voie, le GUD, etc.), le parti de Jean-Marie Le Pen regroupait alors la plupart des chapelles xénophobes et traditionalistes sous sa bannière.

En 1981, les illusions de la classe ouvrière sur la gauche au pouvoir se dissipèrent rapidement avec les nombreuses attaques du gouvernement socialiste contre ses conditions de vie. Confronté au discrédit, le Parti socialiste (PS) favorisera par des réformes électorales et des "contacts permanents" ⁽³⁾ les succès électoraux du FN, permettant notamment l'entrée de celui-ci au parlement en 1986. S'appuyant sur une tendance typique de la période de décomposition, le rejet de "la classe politique" et le vote protes-

tataire, le PS a développé une stratégie délibérée consistant à se présenter en rempart de la démocratie contre le "danger fasciste", et, surtout, inciter le prolétariat à se mobiliser dans les urnes pour la "défense des valeurs républicaines".

Avec la surenchère rhétorique autour de la "démocratie en danger" et de la prétendue "montée de la menace fasciste", le PS a alimenté la logique de violence et de radicalité des militants d'extrême-droite. Entre les assassinats racistes et les ratonnades, c'est sans doute le meurtre de Brahim Bouaram en 1995, noyé dans la Seine par des militants proches du FN, qui choqua le plus fortement.

Bien que le processus fût parfois plus lent, dans de nombreux pays européens, une logique similaire présida au surgissement de partis d'extrême-droite d'envergure nationale comme le Vlaams Belang en Belgique, le FPÖ en Autriche ou la Ligue du Nord en Italie.

Si, aujourd'hui, la capacité de la bourgeoisie à manipuler l'extrême-droite comme par le passé est moins aisée, la manière dont le gouvernement français a excité les opposants au mariage homosexuel, tout comme les déclarations du Premier ministre appelant à "tailler en pièces" les groupes néo-nazis, procèdent sans aucun doute d'une stratégie similaire. Si la bande lumpénisée des Jeunes nationalistes révolutionnaires (JNR) est directement responsable du meurtre atroce de Clément Méric, le PS a fait tout son possible pour créer le sentiment d'un climat d'ultraviolence.

La montée en puissance des partis d'extrême-droite dans les années 2000

Avec l'approfondissement de la crise du système capitaliste, la dynamique électorale des partis xénophobes s'accéléra dans les années 2000, au point de devenir difficilement contrôlable. Ainsi, dès 1999, la bourgeoisie française tenta de briser le FN en favorisant une querelle des chefs à la tête du parti entre Jean-Marie Le Pen et son dauphin Bruno Mégret. Bien que l'extrême-droite n'avait alors aucune chance de faire son entrée au gouvernement, ses scores électoraux hypothéquaient sérieusement les capacités de la droite à reprendre en main les rênes du pouvoir, obligeant le PS, dirigé par Lionel Jospin, à assumer directement les attaques contre la classe ouvrière, ce qui continue encore aujourd'hui à lourdement handicaper les partis de gauche quant à leur aptitude à leurrer le prolétariat sur leur nature de partis prétendument "progressistes" et "protecteurs". Mais cette vaine tentative de démantèlement s'avéra pire que le mal, au point que le FN réussit à se qualifier au second tour de l'élection présidentielle de 2002.

À la même période, avec le poids croissant de la décomposition, plusieurs pays européens connurent la même dynamique. Élections après élections, les partis d'extrême-droite progressèrent : en 2001, le FPÖ autrichien entra au gouvernement ; la même année, le Vlaams Belang (Belgique) obtint 33% des voix à l'élection municipale d'Anvers et 24% aux élections législatives de 2004 ; entre 2001 et 2011, le Parti du progrès norvégien participa au gouvernement, tout comme la Ligue du Nord et le Mouvement social italien au sein du gouvernement de Silvio Berlusconi. De même, le Parti du peuple danois est devenu une force politique impor-

tante depuis 2001 où il réalisa 12% aux élections législatives. En Suisse, l'Union démocratique du centre obtint 62 sièges au Conseil national en 2007...

Par ailleurs, en réaction au rôle institutionnel que les partis extrémistes les plus influents commencèrent à jouer, une multitude de groupuscules marginaux et très violents proliféra sur des bases politiques confuses ⁽⁴⁾, à l'image des JNR ou du Bloc identitaire en France. Il s'agit d'une véritable évolution par rapport à la situation des années 1980 puisque les grosses écuries xénophobes ne parviennent même plus à contrôler leurs composantes les plus radicales.

Cette perte de maîtrise du jeu politique s'est encore accélérée avec le développement, d'abord en Allemagne puis dans toute l'Europe, des Nationalistes autonomes (NA), sorte de mouvance hétéroclite et déstructurée, composée de membres, souvent très jeunes, sans véritables activités en dehors du web. Les NA sont un phénomène tellement caricatural de la décomposition que leur propre "charte" se passe de commentaires : "*Le Nationaliste autonome (...) n'a ni intérêts personnels, ni affaires, ni sentiments, ni attachements, ni propriété, ni même de nom. (...) En ce qui concerne ce monde civilisé, il en est un ennemi implacable, et s'il continue à y vivre, ce n'est qu'afin de le détruire plus complètement. (...) Il doit chaque jour être prêt à mourir. Il doit s'habituer à supporter les tortures, les infamies, la diffamation.*"

Le poids actuel de l'extrême-droite est donc un véritable problème pour la bourgeoisie, pas tant à cause de son rôle institutionnel croissant que de la perte de contrôle du jeu politique qu'il représente et occasionne. Comme les manœuvres de François Mitterrand l'ont parfaitement illustré, l'extrême-droite, au même titre que le gauchisme, a un rôle avant tout idéologique, à la fois comme véhicule d'un programme destiné à pourrir les consciences des franges les plus rétrogrades de la population sur le terrain de l'ultra-nationalisme et de la xénophobie, mais aussi comme

4) Un des aspects très frappant de cette confusion est l'immense inculture, voire le néant idéologique de ces groupes, caractérisés par une filiation politique qui relève visiblement d'une mosaïque des plus hétéroclites, où se côtoient nostalgies du nazisme, conservatisme ou traditionalisme le plus rétrograde et mystique New Age.

suite de la page 3

Mouvement social en Turquie

pratiques et techniques des affrontements avec la police. (...) La similitude avec *Occupy* aux États-Unis était qu'une occupation effective [de la rue] a eu lieu ; même si en Turquie, les occupations surpassaient en nombre, par une participation massive, celles des États-Unis. De même, en Turquie comme aux États-Unis, il y a une tendance parmi les manifestants à comprendre l'importance de l'implication dans la lutte de la partie du prolétariat au travail.

(...) Bien que le mouvement en Turquie n'ait pas réussi à établir un lien sérieux avec l'ensemble de la classe ouvrière, les appels à la grève via les réseaux sociaux ont rencontré

un certain écho qui s'est manifesté à travers plus d'arrêts de travail qu'aux États-Unis.

Le prétendu "danger fasciste" aujourd'hui

L'idéologie et les revendications des partis xénophobes sont incompatibles avec l'exercice du pouvoir. L'extrême-droite est composée des fractions les moins lucides de la bourgeoisie et les moins en mesure de répondre aux besoins objectifs du capital. Par exemple, l'application de leurs revendications fantaisistes en matière économique contre l'Union européenne, la monnaie unique ou en faveur du protectionnisme représenterait un véritable cataclysme que la bourgeoisie, dans son ensemble, ne peut pas permettre. Surtout, même si l'extrême-droite commence à considérer ces questions avec un peu plus de sérieux, elle est marquée par son incapacité historique à comprendre les enjeux de l'encadrement de la classe ouvrière et de la mystification démocratique. C'est pour ces raisons que la classe dominante préfère recourir aux partis de droites traditionnels "musclant" leur discours, à l'image de l'aile droite de l'UMP en France ou des fractions les plus souverainistes du Parti conservateur britannique.

Cependant, même lorsque les partis xénophobes parviennent, à l'occasion d'une coalition de circonstance, à se hisser au gouvernement, la réalité du capitalisme d'État et la nécessité de défendre le capital national s'imposent de manière implacable, les contraignant alors à abandonner l'essentiel de leur fatras idéologique. C'est ainsi qu'aussitôt aux affaires, le Mouvement social italien de Gianfranco Fini adopta, en 1995, un programme pro-européen de centre-droit en rupture complète avec son passé fasciste afin de faciliter son maintien au gouvernement de Silvio Berlusconi, tout comme la Ligue du Nord abandonna rapidement ses velléités indépendantistes. La même logique s'imposa en Autriche à Jörg Haider contraint d'assouplir ses revendications et d'adopter un programme plus responsable.

Pour comprendre pourquoi le fascisme n'est, aujourd'hui, pas à l'ordre du jour, il est indispensable de revenir aux circonstances historiques particulières dans lesquelles il est apparu. Après la Première Guerre mondiale, les pays vaincus, comme l'Allemagne, ou lésés, comme l'Ita-

lie, durent rapidement préparer le terrain à l'éclatement d'un nouveau conflit afin de répartir en leur faveur le marché mondial, de se doter d'un "espace vital" : "*Pour cela, il fallait concentrer tous les pouvoirs au sein de l'État, accélérer la mise en place de l'économie de guerre, de la militarisation du travail et faire taire toutes les dissensions internes à la bourgeoisie. Les régimes fascistes ont été directement la réponse à cette exigence du capital national*" ⁽⁵⁾. Ainsi, la plupart des fractions des bourgeoisies allemande, autrichienne et italienne soutinrent bec et ongles l'ascension des régimes fascistes.

Surtout, tout comme le stalinisme, le fascisme était une expression du développement du capitalisme d'État et de l'exploitation la plus brutale, ainsi qu'un instrument d'embrigadement de la classe ouvrière dans la guerre, que seul le contexte de la période contre-révolutionnaire a autorisé. Sans l'écrasement physique préalable des ouvriers orchestré par la gauche et les partis démocratiques pendant la Révolution allemande ou les grèves de 1920 en Italie, jamais le fascisme n'aurait pu voir le jour. Inversement, dès la guerre d'Espagne en 1936, le "combat contre le fascisme" fut un puissant mot d'ordre d'embrigadement des ouvriers des pays démocratiques vers la guerre.

Bien que la contre-révolution des années 1920-1960 pèse encore sur la conscience du prolétariat, la bourgeoisie n'est aujourd'hui pas en mesure d'imposer la militarisation de l'économie et un nouveau conflit mondial, et encore moins de se priver des illusions démocratiques, sans se heurter à une réaction extrêmement dangereuse pour le maintien de sa domination.

Si la propagande antifasciste ne joue plus son rôle de préparation à la boucherie planétaire comme pour la Seconde Guerre mondiale, elle demeure néanmoins un poisson idéologique destiné à pousser le prolétariat dans les bras de la défense des institutions et de l'État, afin qu'il abandonne le combat de son propre terrain de classe pour celui de la démocratie.

El Generico, 22 juin

5) "Montée de l'extrême-droite en Europe : existe-t-il un danger fasciste aujourd'hui?", *Revue internationale* n° 110, et sur notre site (<http://fr.internationalism.org/rinte110/extreme.htm>).

Brésil contenant des revendications de classe, il peut à l'avenir favoriser la naissance de revendications de classe en Turquie.

(...) Malgré toutes les faiblesses et les dangers qui menacent ce mouvement, si les masses en Turquie n'avaient pas réussi à devenir un maillon de la chaîne des révoltes sociales qui secouent le monde capitaliste, le résultat serait un bien plus grand sentiment d'impuissance. Le surgissement d'un mouvement social d'une ampleur jamais vue depuis 1908 dans ce pays est donc d'une importance historique. (...)

Dünya Devrimi, 21 juin

1) Voir notre article "Mariage pour tous, seule la société communiste peut mettre fin aux discriminations sexuelles", *Revue internationale* n° 439, et sur notre site (<http://fr.internationalism.org/node/6108>).

2) Voir notre article "La décomposition, phase ultime de la décadence capitaliste", *Revue internationale* n° 62, et sur notre site (http://fr.internationalism.org/icconline/2013/la_decomposition_phase_ultime_de_la_decadence_du_capitalisme.html).

3) Lorrain de Saint-Affrique, *Dans l'ombre de Le Pen* (1998).

LE CCI SUR INTERNET

internationalism.org

E-mail : france@internationalism.org

ABONNEMENTS

Abonnement découverte

Révolution internationale, 3 numéros : 5 €
pack *Révolution internationale* (3 numéros)
+ *Revue internationale* (1 numéro) : 8 €

Abonnement simple

Révolution internationale

11 numéros	6 numéros
FRANCE : 18,5 €	9 €
ETRANGER : 20,5 €	10 €
PAR AVION DOM/TOM : 21,5 €	11 €

Abonnement simple

Revue internationale

4 numéros	2 numéros
FRANCE : 18,5 €	9 €
ETRANGER : 17 €	8,5 €
PAR AVION DOM/TOM : 18,5 €	9 €

Abonnement couplé : journal + revue

1 an	6 mois
FRANCE : 35 €	16 €
ETRANGER : 38 €	17 €
PAR AVION DOM/TOM : 38 €	17 €

Versement par chèque bancaire ou postal
à l'ordre de RI – CCP 523544Y – Rouen, à adresser à la boîte postale de RI.

Abonnement diffuseur

Aux lecteurs qui souhaitent diffuser notre presse autour d'eux, nous proposons les modalités suivantes :

Révolution internationale

abonnement à 3 : 45 €
à 5 : 73 €

Revue internationale

abonnement à 2 : 31 €
à 3 : 45 €

Ecrivez-nous pour mettre au point d'autres possibilités.

APPEL AUX LECTEURS

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos publications, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations dont ils peuvent disposer sur ce qui se passe autour d'eux, les comptes rendus des discussions qu'ils peuvent avoir dans les rangs ouvriers nous seraient également utiles, vu les difficultés auxquelles se heurte le prolétariat aujourd'hui. Enfin, nous avons besoin que notre presse

soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion.

Au-delà des discussions que nous pouvons avoir lors de nos réunions publiques et permanences, nous appelons donc vivement nos lecteurs à nous écrire, soit par courrier classique, soit par e-mail ou encore, en utilisant la nouvelle fonctionnalité de notre site internet qui permet de placer vos commentaires à la suite des articles que nous y publions.

CHANGEMENTS D'ADRESSE POSTALE

Du fait des conditions politiques actuelles au Venezuela, la BP a été fermée. Nous demandons aux lecteurs d'envoyer leur courrier à la BP du CCI en France ou par e-mail à venezuela@internationalism.org.

LISEZ



Courant Communiste International

Du 1^{er} janvier au 30 avril 2013

**Revue
Internationale**

*Avancées scientifiques
et décomposition du capitalisme*
**Les contradictions du système
compromettent l'avenir de l'humanité**

Moyen-Orient et Afrique du Nord
**L'alternative est guerre impérialiste
ou guerre de classe**

1914 - 23 Dix années qui ébranlèrent le monde
**Les échos de la Révolution russe de 1917
en Amérique latine : Brésil 1918-21**

A propos du livre
Le communisme primitif n'est plus ce qu'il était (II)
**Le communisme primitif et le rôle de la femme
dans l'émergence de la solidarité**

*Le communisme : l'entrée de l'humanité
dans sa véritable histoire (X)*
**Bilan, la Gauche hollandaise
et la transition au communisme (1^{re} partie)**

151

3,00 euros - 5 FS - 6 SCAn
Paraît tous les 4 mois



PUBLICATIONS DU CCI

Révolution internationale

Mail Boxes 153
108, rue Damremont
75018 Paris

Acción Proletaria

Ecrire à l'adresse postale
de *Révolution internationale*

Internationalisme

BP 94, 2600 Berchem
BELGIQUE

Internationalism

PO Box 90475
Brooklyn, NY 11209 – USA

Internacionalismo

Changement
d'adresse postale :
voir ci-contre.

Internationell Revolution

IR, Box 21106,
10031 Stockholm – SUEDE

Rivoluzione internazionale

CP 469, 80100 Napoli
ITALIE

Wereld Revolutie

P.O. Box 339
2800 AH Gouda – PAYS BAS

World Revolution

BM Box 869,
London WC1N 3XX
GRANDE-BRETAGNE

World Revolution

AUSTRALIE
Ecrire à l'adresse postale
en Grande-Bretagne

Weltrevolution

Postfach 410308 50863 Köln
ALLEMAGNE

Weltrevolution

Postfach 2216
CH-8026 Zürich
SUISSE

Revolución Mundial

Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600
Distrito Federal, Mexico
MEXIQUE

Communist Internationalist

(publication en langue hindi)
POB 25, NIT,
Faridabad 121 00
HARYANA INDIA

BROCHURES DU CCI (tous nos prix sont en euros)

Plate-forme et Manifeste du C.C.I.

(2,5 + frais d'envoi : France 2,11 / Etranger 4)

La décadence du capitalisme

(2,5 + 2,11 / 4)

Les syndicats contre la classe ouvrière

(2,5 + 2,11 / 4)

Nation ou classe

(3 + 2,11 / 4)

Le trotskisme contre la classe ouvrière

(4,5 + 2,11 / 4)

Organisation communiste et conscience de classe

(4 + 2,11 / 4)

Guerre du Golfe

(2,5 + 2,11 / 4)

L'Etat dans la période de transition

(3 + 2,11 / 4)

La Gauche communiste d'Italie

(8 + 3,77 / 6)

La Gauche hollandaise

(12 + 3,77 / 6)

La Gauche communiste de France

(4 + 2,11 / 4)

L'effondrement du stalinisme

(3 + 2,11 / 4)

La Révolution russe

(2,5 + 2,11 / 4)

Bilan de la lutte des infirmières – Octobre 1988

(2 + 2,11 / 4)

Luttes dans la fonction publique de décembre 95

Une victoire pour les syndicats,
une défaite pour la classe ouvrière

(2 + 2,11 / 4)

Fascisme et démocratie, deux expressions de la dictature du capital

(4,5 + 2,11 / 4)

Comment le PCF est passé au service du capital

(3 + 2,11 / 4)

La terreur stalinienne : un crime du capitalisme, pas du communisme

(3 + 2,11 / 4)

Octobre 17

(3 + 2,11 / 4)

Le communisme n'est pas un bel idéal...

... mais une nécessité matérielle
... il est à l'ordre du jour de l'histoire

(3 + 2,11 / 4)

Les élections : un piège pour la classe ouvrière

(2 + 2,11 / 4)

APPEL A SOUSCRIPTION

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous avons ouvert une souscription permanente pour le soutien de notre journal et de notre intervention.

Contrairement aux organisations bourgeoises qui bénéficient de subventions de la classe dominante et de son Etat pour assurer la défense des intérêts du capital, l'organisation révolutionnaire ne vit que grâce aux cotisations de ses militants. Lecteurs, votre souscription est un acte politique conscient de solidarité et de soutien à la défense des idées révolutionnaires. Elle participe

pleinement de la défense des intérêts de la classe dont dépend l'avenir de l'humanité.

Souscrire à la presse du CCI, ce n'est pas lui faire l'aumône. C'est s'engager à ses côtés dans le combat contre les mensonges et mystifications de la bourgeoisie, contre ses moyens de propagande et d'intoxication idéologiques.

Vos contributions sont donc les bienvenues au compte de RI (C.C.P. 523544Y – Rouen) ou peuvent être versées lors de nos interventions.

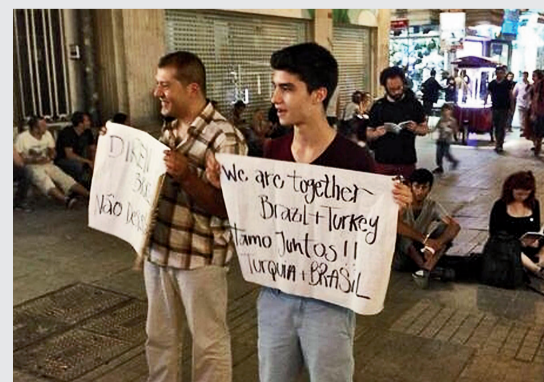
N'hésitez pas à venir débattre sur notre forum :

fr.internationalism.org

À lire également sur fr.internationalism.org

**La version complète de notre article
sur le mouvement social en Turquie**

**"Le remède contre la terreur d'Etat
n'est pas la démocratie"**



RÉVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

A PROPOS DU FILM *HANNAH ARENDT*, DE MARGARETE VON TROTТА

Un éloge de la pensée

L'histoire tourmentée de l'Allemagne au XX^e siècle est riche en thèmes dramatiques dans tous les sens du terme ; en témoignent des films qui depuis quelques années ont connu un succès retentissant : *le Pianiste* par exemple (1), (sur le ghetto de Varsovie), ou encore *Goodbye Lenin ou la Vie des autres* (à propos de l'Allemagne de l'Est et de la chute du mur de Berlin). La cinéaste Margarete Von Trotta a déjà puisé à plusieurs reprises dans ce réservoir profond, et elle n'a pas hésité à s'attaquer à des sujets difficiles : *les Années de plomb* (1981), une version romancée de la vie et de la mort (dans des circonstances jamais complètement élucidées, dans la prison de Stammheim) de la terroriste de la Fraction armée rouge Gudrun Ensslin ; un film biographique sur *Rosa Luxemburg* (1986) ; *Rosenstrasse* (2003), sur une manifestation de femmes allemandes en 1943 contre la rafle par la Gestapo de leurs maris juifs. Son nouveau film, *Hannah Arendt* (sorti en 2012 en Allemagne et en 2013 en France), revient sur le sujet de la guerre, la Shoah et le nazisme, à travers un épisode de la vie de la philosophe allemande éponyme, remarquablement interprété par l'actrice Barbara Sukowa, qui avait joué le rôle de Rosa Luxemburg 20 ans auparavant.

1) Voir la critique publiée dans numéro 113 de la *Revue internationale* (http://fr.internationalism.org/french/rint/113_pianiste.html)

Née en 1906, Hannah Arendt était d'origine juive. Jeune étudiante, elle suivit les cours du philosophe Martin Heidegger, avec qui elle eut une relation amoureuse. Le fait qu'elle n'ait jamais renié cette relation, ni Heidegger lui-même, malgré l'adhésion de ce dernier au parti nazi à partir de 1933, lui a été beaucoup reproché par la suite ; ses liens avec Heidegger et sa pensée philosophique, sans doute très complexe, auraient presque mérité un roman à eux seuls, et les flashbacks de ses rencontres avec Heidegger sont peut-être les scènes les moins réussies du film, les seules où on sent Von Trotta moins en prise avec le thème traité dans son film : la "banalité du mal".

Hannah Arendt fuit l'Allemagne en 1933, au moment de l'arrivée d'Hitler au pouvoir, pour s'installer à Paris où elle milite dans le mouvement sioniste malgré des positions critiques à son égard. C'est à Paris qu'elle épouse, en 1940, son deuxième mari Heinrich Blücher. Avec l'invasion de la France par l'Allemagne, elle est internée par l'État français dans le camp de Gurs, mais elle réussit à s'enfuir et arrive enfin – après maintes péripéties – aux États-Unis en mai 1941. Complètement démunie, elle gagne sa vie et réussit à s'établir comme universitaire (elle sera même la première femme

admise comme professeur par la prestigieuse université de Princeton) et, en 1960, lorsque le film commence, Arendt est une intellectuelle d'envergure ayant déjà publié deux de ses œuvres les plus importantes : *les Origines du totalitarisme* (1951) et *la Condition de l'homme moderne* (1958). Hannah Arendt n'était certes pas marxiste, même si elle s'est intéressée à l'œuvre de Marx et à la vie de Rosa Luxemburg, son mari Heinrich étant ancien spartakiste puis membre de l'opposition à la stalinisation du KPD dans les années 20, rejoignant le KPD-Opposition (ou KPO) de Brandler et Thälheimer lors de l'exclusion de celui-ci du parti (2). Le film contient un clin d'œil à l'engagement d'Heinrich : on apprend, de la bouche d'une amie américaine du couple, que "Heinrich était avec Rosa Luxemburg jusqu'à la fin". Sans être marxiste, le travail philosophique d'Arendt et surtout son analyse des mécanismes du totalitarisme restent très pertinentes aujourd'hui. Par sa rigueur de pensée et par son intégrité, grâce à laquelle elle est prête à s'engager contre les poncifs et les lieux com-

2) Le KPO faisait partie de ces groupes d'opposition au stalinisme qui n'ont jamais réussi à pleinement rompre avec celui-ci puisque, comme Trotski, ils n'ont pas pu accepter l'idée d'une contre-révolution en URSS.

muns de l'idéologie dominante de son époque, Hannah Arendt, par son honnêteté, est une femme qui dérange. En faisant une analyse très fine du procès d'Eichmann à Jérusalem, Arendt cherche à comprendre comment des êtres humains ont pu être les fonctionnaires de l'extermination des Juifs ?

Les premiers moments du film évoquent l'enlèvement d'Adolf Eichmann par le Mossad, en Argentine. Sous le régime nazi, Eichmann avait occupé plusieurs positions d'importance, d'abord dans l'organisation de l'expulsion des Juifs d'Autriche, ensuite, pendant la guerre, de la logistique de la "solution finale", notamment le transport des Juifs d'Europe vers les camps de la mort d'Auschwitz, Treblinka et d'autres. L'intention de David Ben Gourion, Premier ministre d'Israël et donc responsable de l'opération du Mossad, était clairement de monter un procès spectacle fondateur pour le jeune État, où les Juifs eux-mêmes jugeraient un des auteurs de leur génocide.

En apprenant la nouvelle du procès Eichmann à venir, Arendt propose à la revue littéraire *le New Yorker* de suivre le procès et d'en faire le reportage. La série d'articles qu'elle a écrite sur le procès fut publiée par la suite en forme de livre sous le titre *la Banalité du mal*. La publication du livre créa un scandale retentissant en Israël et encore plus aux États-Unis : Arendt fut l'objet d'une campagne de dénonciation médiatique : "juive qui se déteste" et "Rosa Luxemburg du néant" n'étaient que deux des épithètes les plus sobres. On lui demanda de démissionner de son poste universitaire, ce qu'elle refusa. C'est justement l'évolution de la pensée d'Arendt pendant le procès et la réaction à son livre qui fournit la matière du film. Et quand on y pense, faire une œuvre dramatique du mouvement contradictoire et parfois pénible de la pensée philosophique sans toutefois trivialisier celle-ci est une sacrée gageure que Von Trotta et Sukowa relèvent avec brio.

Pourquoi donc le reportage d'Arendt a-t-il fait autant scandale ? (3) En par-

3) Le lecteur francophone pourrait écouter



tie, la réaction était compréhensible et même inévitable : Arendt manie le scalpel de la critique comme un chirurgien, mais pour beaucoup, la guerre et les souffrances abominables des victimes de la Shoah étaient trop proches, les traumatismes encore trop présents, pour pouvoir prendre du recul sur les événements. Mais les voix les plus fortes étaient intéressées : intéressées surtout à garder sous silence des vérités gênantes que la critique d'Arendt dévoilait.

Arendt coupait au vif quand elle démontait la tentative du Premier ministre d'Israël, David Ben Gourion, d'utiliser le procès Eichmann comme un procès spectacle fondateur pour justifier l'existence d'Israël par le calvaire des Juifs dans la Shoah. Pour cela, le procès Eichmann devait être celui d'un monstre, digne représentant des crimes monstrueux des nazis contre l'humanité. Arendt elle-même s'attendait à voir un monstre, mais plus elle l'observait et moins elle était convaincue, non pas de la culpabilité mais de la monstruosité. Dans les scènes du procès, Von Trotta place Arendt non pas dans la salle d'audience du tribunal mais dans une salle réservée aux jour-

des témoignages de l'époque fort éclairants à ce propos, dans un documentaire de France Culture : "Hannah Arendt et le procès d'Eichmann" (<http://www.franceculture.fr/emission-la-fabrique-de-l-histoire-histoire-des-grands-proces-24-2013-05-07>)

nalistes qui regardaient le procès par une liaison télévisée. Ce truchement cinématographique permet à Von Trotta de nous montrer, non pas un acteur qui joue Eichmann, mais le vrai Eichmann lui-même, et comme Arendt, nous pouvons voir cet homme médiocre (Arendt utilisait le terme "banal" plutôt dans le sens de "médiocre") qui n'a rien à voir avec la folie meurtrière d'un Hitler ni de la froideur toute aussi folle d'un Goebbels (comme on a pu les voir brillamment interprétés par Bruno Ganz et Ulrich Mathes dans *la Chute*). Au contraire, nous sommes face à un petit bureaucrate dont l'horizon intellectuel ne dépasse guère celui de son bureau et de son bon fonctionnement, et dont les perspectives ne dépassent pas ses espoirs de promotion et les rivalités bureaucratiques. Eichmann n'est pas un monstre, en conclut Arendt : "il aurait été très réconfortant de croire qu'Eichmann était un monstre (...) Le problème avec Eichmann était précisément qu'il y en avait tant comme lui, qui n'étaient ni des pervers ni des sadiques, mais au contraire remarquablement et épouvantablement normaux" (p. 274) (4). En somme, le crime d'Eichmann n'était pas d'avoir été responsable à la manière d'un Hitler de l'extermination des Juifs, mais d'avoir abdiqué toute capacité de réflexion, de penser, et d'avoir donc agi en toute légalité et en toute bonne conscience comme un simple rouage d'une machine totalitaire d'un État qui, lui, était criminel. Le "bon sens" indubitable des "personnalités" lui a servi de "guide moral". Ainsi, la conférence de Wannsee (qui devait mettre en marche le mécanisme opérationnel de la "solution finale") "était une occasion très importante pour Eichmann, qui ne s'était jamais mêlé à autant de "grandes personnalités" (...) Maintenant il pouvait voir de ses yeux et entendre de ses oreilles non seulement Hitler, non seulement Heydrich ou le "sphinx"

4) Les citations du livre sont tirées de l'édition publiée par Penguin Books en 2006, avec une introduction par Amos Elon, traduites de l'anglais par nous.

(suite page 2)

NOS POSITIONS

- Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.
- La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la Révolution russe, mais son fossoyeur.
- Les régimes étatisés qui, sous le nom de "socialistes" ou "communistes", ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.
- Depuis le début du XX^e siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La classe ouvrière ne peut y répondre

que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

- Toutes les idéologies nationalistes, d'"indépendance nationale", de "droit des peuples à disposer d'eux-mêmes", quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploités.
- Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La "démocratie", forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.
- Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis "ouvriers", "socialistes", "communistes" (les ex-"communistes" aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de "front populaire", "front anti-fasciste" ou "front unique", mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.
- Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, "officielles" ou "de base", ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

- Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.
- Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.
- La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.
- La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni "autogestion", ni "nationalisation" de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.
- L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein

du prolétariat. Son rôle n'est ni "d'organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir" en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITÉ

- La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.
- L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.
- Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la Ligue des communistes de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'Association internationale des travailleurs, 1864-72, l'Internationale socialiste, 1889-1914, l'Internationale communiste, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la III^e Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les gauches allemande, hollandaise et italienne.